



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 23 au 29 janvier 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relations avec les États-Unis

D. Trump a signé le nouvel accord commercial entre le Mexique, les États-Unis et le Canada le 29 janvier. Il s'agit de la dernière étape de la ratification du T-MEC par les États-Unis, en attente désormais de la ratification par le Canada. Des représentants du secteur privé mexicain et des équipes des précédentes et actuelles administrations mexicaines étaient présents.

Économie

L'économie mexicaine est passée en terrain négatif en 2019, avec une croissance de -0,1 % selon la première estimation de l'institut statistique mexicain (INEGI). L'activité économique mexicaine a été fortement affectée par la chute de l'industrie (-1,7 % sur l'année) et la faible croissance du secteur des services (+0,5 %), même si l'agriculture s'est, elle, relativement mieux portée (+2,1 %).

Plus spécifiquement sur le T4 2019, la baisse de l'activité atteint 0,3 % g.a. L'activité industrielle baisse de -1,5 % g.a et l'activité des services stagne (+0,1 % g.a). L'activité agricole a, elle, augmenté de 1,9 % g.a sur le T4 2019.

Le secteur de la construction, surtout, a enregistré 17 mois de chute de son activité en novembre dernier : l'activité du secteur a ainsi baissé de 9 % g.a. Il s'agit de la plus longue chute d'activité du secteur depuis 2012-2014, lorsque le secteur avait accumulé 20 mois de baisse consécutive. Les experts mettent en avant la baisse des dépenses publiques en infrastructure et l'incertitude économique pour expliquer cette baisse.

En 2019, le Mexique a enregistré l'excédent commercial le plus élevé depuis 1996, à 5,82 Mds USD. Dans le détail, les exportations mexicaines ont augmenté de +2,3 % g.a. notamment en lien selon les experts à la substitution des biens chinois par des biens mexicains par les étatsuniens. Mais surtout, les importations ont, elles, baissé de -1,9 % g.a, cette fois en lien avec la faiblesse de l'activité économique, pénalisant les investissements productifs (chute de -8,9 % des importations de capital). Les experts prévoient une croissance de 1,5 % des exportations au T1 2020.

La possibilité d'une propagation mondiale de l'épidémie de coronavirus a atteint les marchés mexicains : ainsi, le principal indice boursier mexicain a chuté entre les 17 et 27 janvier derniers, perdant 3,7 points, une variation similaire à celle des autres places boursières mondiales affectées par la crainte de l'épidémie.

Le Parlement mexicain a approuvé la modification de la norme relative à l'étiquetage des aliments et des boissons non-alcoolisées (NOM 051) le 24 janvier dernier. Le secteur privé mexicain a critiqué un manque de prise en compte de ses positions, tandis que le gouvernement affirme avoir pris en compte 98 % des notifications lors de la procédure de consultation publique. Par ailleurs, les autorités étatsuniennes ont demandé une période de transition de deux ans avant la mise en œuvre de la réforme, dans le cadre des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce. Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) s'est dit ouvert au dialogue concernant cette nouvelle norme.

Finances publiques

Le nombre de contribuables a connu sa plus faible croissance en 7 ans sur l'année 2019. Malgré le programme de l'administration fiscale (SAT) « Súmate » destiné à identifier les travailleurs du secteur informel et à les intégrer à la base des contribuables, la hausse du nombre de contribuables inscrits n'a été que de 7,7 % en 2019. À titre de comparaison, le nombre de contribuables avait augmenté de 13,9 % en 2017. La catégorie s'étant le plus inscrite en 2019 est celle des salariés (+9,8 %).

PEMEX et le secteur énergétique

Les exportations de pétrole brut de PEMEX ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1981 en 2019. À 1,1 M de barils de pétrole par jour, PEMEX enregistre ainsi une baisse annuelle de ses exportations de 14,9 % de la valeur de ses exportations de pétrole brut par rapport à 2018. Cette baisse s'explique notamment par la stratégie du gouvernement fédéral d'envoyer en priorité la production de pétrole vers les raffineries nationales. Les raffineries étatsuniennes ont également limité leur demande de pétrole mexicain grâce à sa production de pétrole de schiste.

L'agence de notation Moody's a remis en question la viabilité financière de la décision de PEMEX d'augmenter sa production d'entre 13 % et 14 % en 2020. Moody's prévoit une perte sur l'année, qui devra être compensé par un soutien financier de 18,4 Mds USD sur l'année. Pour mémoire, une dégradation de la note créditrice par Moody's mettrait PEMEX dans la catégorie des titres spéculatifs, ou « *junk bond* », et pourrait entraîner des sorties de capitaux.

PEMEX n'a atteint que 4 % de ses objectifs de production en décembre dernier. Ainsi, seuls 3 de ses 20 champs prioritaires ont été en mesure de produire du pétrole : Chocol, Xikin et Cibix. La production de ces champs prioritaires s'établit ainsi à 4 400 barils par jour (bpj) (vs. 103 000 bpj prévus).

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 29/01/2020
Bourse (IPC)	-1,9 %	+2,5 %	44 718 points
Taux de change USD/Peso	STABLE	-2,2 %	18,70 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,7 %	-6,3 %	20,59 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	-6,7 %	-9,8 %	49,86 USD

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268.2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Selon Transparency International, l'Indice de Perception de la Corruption se dégrade significativement en Amérique centrale. Le Salvador se classe au 113^{ème} rang sur 180 pays (-8 places par rapport de 2018), le Guatemala et le Honduras se trouvent tous les deux au 146^{ème} rang (-2 places pour le Guatemala et -14 pour le Honduras), et le Nicaragua à la 161^{ème} place (-9 places par rapport à 2018).

Dans le cadre de sa première visite officielle au Salvador en tant que président du Guatemala, A. Giammattei a fait une série d'annonces, que son homologue salvadorien N. Bukele a qualifié de succès historique pour l'Amérique centrale :

- ❖ **Les deux pays envisagent de créer une union douanière améliorée :** les chefs d'État souhaitent permettre la libre-circulation des personnes d'ici un mois et celle des marchandises d'ici « trois à quatre mois » ;

- ❖ **Ils prévoient de ratifier très prochainement l'accord de « ciel ouvert » prévoyant une réduction des prix des billets d'avion en Amérique centrale.** Pour mémoire, la loi, incluant également le Honduras, prévoit de libéraliser le marché du transport aérien dans la région. Les vols entre le Guatemala, le Salvador et le Honduras seront prochainement considérés comme étant des vols intérieurs ;

- ❖ **A. Giammattei a offert une « sortie maritime vers l'Atlantique » au Salvador, qui permettrait de construire un port salvadorien sur le territoire guatémaltèque.** Cette concession se ferait sur la base d'un partenariat public-privé et concernerait une parcelle proche du port Santo Tomas de Castilla, 2^{ème} port du Guatemala. 30 % des marchandises ayant transité par ce port sur les 10 premiers mois de 2019 étaient en provenance du Salvador.

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

La ministre du commerce extérieur, D. Jiménez, a déclaré que le pays espère rejoindre l'OCDE en 2020. Elle a également indiqué son objectif d'attirer d'avantage d'investissements étrangers en 2020, et considéré que les exportations du pays en 2019 ont été satisfaisantes, à plus de 21 Mds USD.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

Selon le ministère des finances, les recettes fiscales ont augmenté de 6,4 % en 2019, passant de 7,67 Mds USD à 8,15 Mds USD. Les recettes issues de la TVA ont augmenté de +8 %, à près de 3,9 Mds USD (+10,2 % pour la TVA domestiques et +5,8 % sur la TVA aux importations). Cette croissance des recettes fiscales s'expliquerait notamment par la hausse du nombre d'entreprises enregistrées dans le Registre du Commerce (RM), ainsi que par la mise en place de la Facture Electronique (FEL).

Le secteur du tourisme a connu une croissance de +6 % en 2019, selon l'Institut Guatémaltèque du Tourisme (Inguat). Ainsi, 2,5 M de touristes ont visité le pays au cours de l'année, générant 1,24 Md USD.

Le ministère des finances a annoncé vouloir émettre 1,8 Md USD de bons du trésor en 2020. Il devrait également refinancer 547 M USD de titres arrivant à échéance. Ces prochaines émissions ont été validées par le Congrès. En novembre 2019, le solde de la dette publique dépassait 20,5 Mds USD (27 % du PIB).

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le portefeuille de crédits s'est contracté de 18,8 % en 2019 (-831 M USD vs. 2018) selon la Fondation Nicaraguayenne pour le Développement Economique et Social (Funides). Le portefeuille de crédits brut s'est contracté de 29,5 % depuis le début de la crise en avril 2018 : à la fin du mois de mars 2018, le portefeuille s'élevait à 5,17 Mds USD, contre 3,67 Mds USD en décembre 2019.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

La perception de la corruption s'est dégradée au Panama en 2019. Le pays est classé 101^{ème} en 2019, alors qu'il était 72^{ème} en 2015. Le score assigné au pays par *Transparency International* dans son rapport annuel a également baissé sur la période, passant de 39 à 36. La perception de la corruption au Panama est classée au même niveau que le Kosovo, le Pérou et la Thaïlande.

La dette publique a augmenté de 20,6 % (+5,3 Mds USD) en 2019, pour s'établir à 31 Mds USD, soit 50,2 % du PIB. La dette externe représente 78 % du total (soit 24,2 Mds USD). L'augmentation de la dette publique résulte de l'accumulation de déficits budgétaires sur les 11 dernières années. Le gouvernement a réalisé deux émissions de bons du trésor : une en juillet 2019 puis une autre en novembre 2019.

Le ministre de l'économie prévoit une croissance de 4 % en 2020, contre 5,5 % en 2019 selon le FMI. La mine Cobre Panama devrait contribuer au PIB à hauteur de 1 point de PIB. Les partenariats public-privé (PPP) devraient également contribuer à la croissance et aux investissements selon la représentante de la BID dans le pays. Toutefois, le ministre a indiqué que les retombées économiques du Canal de Panama pourraient être moins importantes en 2020 du fait du manque de précipitations ayant entraîné une baisse du transit. L'espace budgétaire limité pour 2020 et la baisse significative des dépenses (autours de -1,4 %) représentent des risques pour l'économie panaméenne.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

Les exportations ont atteint 5,9 Mds USD en 2019 (+0,7 % vs. 2018) selon la Banque centrale. Le gouvernement Bukele et la Corporation Savaldorienne des Exportateurs (Coexport) prévoient d'atteindre 12 Mds USD à horizon 2024.

Les transferts de fonds des migrants (*remesas*) ont atteint 5,65 M USD en 2019, soit 6 % des *remesas* de la région selon le Centro de Estudios Monetarios Latinoamericanos (CEMLA). Les *remesas* ont crû de 4,8 % en 2019, et les Etats-Unis en restent le principal pays d'émission.

Selon un rapport du FMI, le « coût de la criminalité » atteint 16 % du PIB au Salvador. Le rapport rappelle qu'au-delà des coûts humains élevés (4,5 % des homicides mondiaux pour 0,4 % de la population), la criminalité dans la région entraîne des pertes représentant 16 % du PIB salvadorien (13 % de façon indirecte – chômage, migration, corruption, etc...) et 3 % de façon directe (vols de biens, coûts de la sécurité, fermeture de commerces, etc...). La tendance serait toutefois en amélioration : en 2015, au plus haut de la criminalité, le coût direct de la criminalité représentait 19,5 % du PIB.

Le Gouvernement, par le biais de la Commission Exécutive Portuaire Autonome (CEPA), reporte la date limite de remise des offres portant sur le financement, la conception, la construction et la mise en opération des travaux du terminal de fret de l'Aéroport International Oscar Romero. La date limite fixée au 12 février prochain a été déplacée au 13 mars suite à la manifestation d'intérêt de plusieurs entreprises.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

2017 – PIB : 85,7 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

RICHMEAT, entreprise mexicaine de capital 100 % étranger, débute ses opérations à Mariel après cinq années de travaux. Spécialisée dans la transformation de produits carnés, sa production sera destinée au marché intérieur cubain. RICHMEAT produit actuellement 180 tonnes de marchandises par mois soit 45 % de sa capacité de production. L'entreprise avait été annoncée le 2 mars 2015, comme le premier investissement étranger approuvé par l'administration de la zone de Mariel.

Les LABORATOIRES AICA, entreprise cubaine appartenant au consortium BIOCUBAFARMA a annoncé le recours au chômage technique. Selon BIOCUBAFARMA, ces mesures répondent à la diminution de la production de médicaments compte tenu de la faible disponibilité de matières premières. La société a également indiqué que des solutions de relocalisation sont à l'étude. Le secteur de la santé publique, affecté par les difficultés liées à l'embargo étatsunien de Cuba et à la situation économique et financière de l'île, est marqué depuis quelques années par la faible disponibilité des médicaments due à la diminution des importations d'une part et à la baisse des niveaux de production d'autre part.

Haïti

2018 – PIB : 9,5 Mds USD | Pop : 11,1 M hbts

Les dons à destination d'Haïti ont baissé de 53 % en 2019, à 181 M USD. Les dons avaient crû en 2017 et 2018, de +3,5 % et +0,2 % respectivement. La chute des dons vers le pays intervient dans le cadre de la crise socio-politique que connaît actuellement le pays. Outre les dons, les entrées de devises vers Haïti en général ont baissé de 4,5 % en 2019

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La bourse jamaïcaine, le *Jamaican Stock Exchange*, fait partie de 5 places boursières mondiales connaissant les meilleurs rendements. Le JSE a offert un rendement de 34,3 % en 2019, entre la Roumanie (35,1 %, 4^{ème}) et le Brésil (31,6 %, 5^{ème}). Pour mémoire, la Jamaïque était la place boursière enregistrant les meilleurs rendements en 2018.

La Banque centrale a introduit un nouvel outil permettant d'assurer la fourniture d'USD sur le marché jamaïcain. Via un accord passé avec les vendeurs autorisés de devises, l'outil permet à la Banque centrale de d'échanger (de *swap*) des USD contre des dollars jamaïcains (JMD) en période de pénurie d'USD. Pour mémoire, le secteur privé jamaïcain avait déploré le manque de liquidités en USD en fin d'année 2019 suite à la réalisation d'importantes transactions imprévues en USD. Cet épisode avait causé une hausse significative de la volatilité du taux de change USD/JMD

L'économie du pays a crû de 5,1 % en 2019, selon la Banque centrale. Ces résultats indiqueraient que l'économie dominicaine a bien réagi aux mesures de relances monétaires conduites par la Banque centrale sur le S2 2019. Les revenus touristiques ont toutefois baissé de 1,2 % en raison de la mauvaise presse subie à partir de la mi-année liée à la mort présumée de plusieurs touristes étatsuniens dans des hôtels de Punta Cana. Les exportations ont crû de +8,7 % (+13,5 % pour les exportations d'or). Les transferts de fonds de migrants ont augmenté de 9,1 %, et les IDE ont crû de 18,8 %, à 3 Mds USD.

Le gouverneur de la Banque centrale prévoit une croissance de +5,3 % pour 2020. La République dominicaine serait ainsi, selon lui, l'économie enregistrant la plus forte croissance d'Amérique latine.

Le ministère des finances a émis 2,5 Mds USD à 10 ans et à 40 ans le 24 janvier dernier. Le coupon payé par la République dominicaine sur les obligations à 10 ans est le plus faible de l'histoire du pays. Il s'agit également de la toute première émission à 40 ans pour le pays. Les obligations à 10 ans (1 Md USD) sont rémunérées via un coupon à 4,5 %, contre 5,9 % pour les obligations à 40 ans (1,5 Md USD). La demande pour ces obligations a atteint 8,4 Mds USD, 3,4 fois plus que la somme émise. Pour mémoire, la maturité moyenne des obligations dominicaines est aujourd'hui de 9,7 ans, et les autorités visent à l'augmenter à 11 ans.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Économique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

